

## Modèle : statuts d'une SAS (avec Président et Directeur Général)

**IL S'AGIT D'UN MODELE QU'IL FAUDRA ADAPTER EN FONCTION DES BESOINS ET DES CIRCONSTANCES. CE MODÈLE DE STATUTS CONCERNE LES SAS DONT LES ORGANES DIRIGEANTS SONT UN PRÉSIDENT ET UN DIRECTEUR GÉNÉRAL**

[NOM DE VOTRE SOCIETE]

Société par Actions Simplifiée au capital de [VOTRE CAPITAL SOCIAL] F CFA

Siège social : [ADRESSE DE VOTRE SIEGE SOCIAL]

### STATUTS

Les soussignés :

#### **Associé(s) personne(s) physique(s)**

M.....  
né(e) le .... à .....  
demeurant à .....  
de nationalité .....

#### **Associé(s) personne(s) morale(s)**

La Société .....,  
Société (forme sociale) au capital de ..... F CFA  
ayant son siège social à .....  
immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro ..... RCCM .....  
représentée par M....., en qualité de ..... dûment habilité à l'effet des présentes.

Si un préambule est inséré

Ont préalablement exposé ce qui suit

#### PREAMBULE

.....  
:?

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts (ci-après « les Statuts ») d'une société par actions simplifiée qu'ils ont décidé de constituer entre eux (ci-après « la Société »).

Les conjoints des associés mariés sous le régime de la communauté ont été dûment avertis conformément aux dispositions en la matière, de l'apport fait par leur conjoint au moyen de deniers appartenant à la communauté.

## CHAPITRE I

### FORME – OBJET – DENOMINATION SOCIALE – SIEGE SOCIAL – DUREE

#### Article 1 – Forme **CLAUSE OBLIGATOIRE**.

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions de «l'ACTE UNIFORME RELATIF A L'HARMONISATION DU DROIT DES AFFAIRES EN AFRIQUE (OHADA) et par les présents statuts. Il est expressément précisé que la Société peut, à tout moment au cours de la vie sociale, ne compter qu'un seul associé.

#### Article 2 – Objet **CLAUSE OBLIGATOIRE**.

La Société a pour objet, au Sénégal comme à l'étranger :

- [OBJET DE VOTRE SOCIETE: **décrire de façon la plus large et la plus étendue l'activité de la Société pour éviter de nombreuses modifications statutaires en cours de vie sociale.**];
- Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

En outre, la Société peut également participer par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet.

#### Article 3 – Dénomination sociale **CLAUSE OBLIGATOIRE**

La dénomination de la Société est : [NOM DE VOTRE SOCIETE]

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des inscriptions suivantes : « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'indication du montant du capital social.

#### Article 4 – Siège social **CLAUSE OBLIGATOIRE**

Le siège de la Société est localisé au : [ADRESSE DU SIEGE SOCIAL]

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou dans un département limitrophe par simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale, et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

#### Article 5 – Durée **CLAUSE OBLIGATOIRE**

La durée de la Société est fixée à 99 années à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier, sauf prolongation ou dissolution anticipée.

## CHAPITRE II

### APPORTS – CAPITAL SOCIAL – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

#### Article 6 – Apports **CLAUSE OBLIGATOIRE**

##### - Apports en nature -

Lors de la constitution, il a été procédé à des apports en nature sous les garanties de fait et de droit, à savoir :

- [NOM ASSOCIE X] apporte [un site Internet, une base de prospects, ...].

L'apporteur ci-dessus mentionné reçoit en rémunération dudit apport [NOMBRE D'ACTION] actions d'une valeur nominale de [VALEUR D'UNE ACTION EN CHIFFRES] ([VALEUR D'UNE ACTION EN LETTRES]) F CFA chacune.

- [NOM ASSOCIE Y] apporte [un site Internet, une base de prospects, ...].

L'apporteur ci-dessus mentionné reçoit en rémunération dudit apport [NOMBRE D'ACTION] actions d'une valeur nominale de [VALEUR D'UNE ACTION EN CHIFFRES] ([VALEUR D'UNE ACTION EN LETTRES]) F CFA chacune.

Les associés ont décidé de recourir à **un commissaire aux apports** qui a procédé à une évaluation des apports en nature fixée à : [VALEUR DE L'APPORT EN NATURE X EN CHIFFRES] F CFA ([VALEUR DE L'APPORT EN NATURE Y EN LETTRES] F CFA).

Montant total des apports en nature : [MONTANT TOTAL APPORTS EN NATURE X EN CHIFFRES] F CFA ([MONTANT TOTAL APPORTS EN NATURE Y EN CHIFFRES] F CFA).

##### - Apports en numéraire -

Lors de la constitution, il a été procédé à des apports en numéraire, à savoir :

- [NOM ASSOCIE X] apporte la somme de [VALEUR APPORT EN ARGENT EN CHIFFRES] F CFA ([VALEUR APPORT EN ARGENT EN LETTRES] F CFA) ;
- [NOM ASSOCIE Y] apporte la somme de [VALEUR APPORT EN ARGENT EN CHIFFRES] F CFA ([VALEUR APPORT EN ARGENT EN LETTRES] F CFA).

Montant total des apports en numéraire : [MONTANT TOTAL APPORTS EN ARGENT X EN CHIFFRES] F CFA ([MONTANT TOTAL APPORTS EN ARGENT Y EN LETTRES] F CFA).

La totalité de ces apports en numéraire, soit la somme de [MONTANT TOTAL APPORTS EN ARGENT EN CHIFFRES] F CFA ([MONTANT TOTAL APPORTS EN ARGENT EN LETTRES] F CFA), a été déposée au crédit du compte n°[NUMERO DU COMPTE BANCAIRE TEMPORAIRE SUR LEQUEL EST BLOQUE LE CAPITAL SOCIAL] ouvert au nom de la Société en formation auprès de l'agence [NOM DE LA BANQUE] située au [ADRESSE DE L'AGENCE DE LA BANQUE].

Elle sera retirée par la gérance sur présentation du certificat du greffe du tribunal attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM).

- Récapitulation des apports concourant à la formation du capital social -

Lors de la constitution, il a été procédé aux apports suivants :

- [NOM ASSOCIE X] apporte en nature [un site Internet, une base de prospects, ...] évalué à [VALEUR DE L'APPORT EN NATURE EN CHIFFRES] F CFA ([VALEUR DE L'APPORT EN NATURE EN LETTRES] F CFA) ;
- [NOM ASSOCIE Y] apporte en nature [un site Internet, une base de prospects, ...] évalué à [VALEUR DE L'APPORT EN NATURE EN CHIFFRES] F CFA ([VALEUR DE L'APPORT EN NATURE EN LETTRES] F CFA) ;
- [NOM ASSOCIE X] apporte en numéraire la somme de [VALEUR DE L'APPORT EN NATURE EN CHIFFRES] F CFA ([VALEUR DE L'APPORT EN NATURE EN LETTRES] F CFA) ;
- [NOM ASSOCIE Y] apporte en numéraire la somme de [VALEUR DE L'APPORT EN NATURE EN CHIFFRES] F CFA ([VALEUR DE L'APPORT EN NATURE EN LETTRES] F CFA).

Soit au total la somme de [MONTANT TOTAL DU CAPITAL SOCIAL (NATURE + NUMERAIRE) EN CHIFFRES] F CFA ([MONTANT TOTAL DU CAPITAL SOCIAL (NATURE + NUMERAIRE) EN LETTRES] F CFA) laquelle somme a été versée dans la caisse sociale.

#### **Article 7 – Capital social**

Le capital social est fixé à la somme de [MONTANT TOTAL DU CAPITAL SOCIAL (NATURE + NUMERAIRE) EN CHIFFRES] F CFA ([MONTANT TOTAL DU CAPITAL SOCIAL (NATURE + NUMERAIRE) EN LETTRES] F CFA).

Il est divisé en [NOMBRE TOTAL D'ACTION EN CHIFFRES] ([NOMBRE TOTAL D'ACTION EN LETTRES]) actions de [VALEUR D'UNE ACTION EN CHIFFRES] ([VALEUR D'UNE ACTION EN LETTRES]) Euro chacune, numérotées de 1 à [NOMBRE TOTAL D'ACTION EN CHIFFRES] (un à [NOMBRE TOTAL D'ACTION EN LETTRES]), attribuées aux associés en proportion de leurs apports, à savoir :

- [NOM DE L'ASSOCIE X] à concurrence de [NOMBRE TOTAL D'ACTION DE L'ASSOCIE X EN CHIFFRES] ([NOMBRE TOTAL D'ACTION DE L'ASSOCIE X EN LETTRES])

actions numérotées de 1 à NOMBRE TOTAL D' ACTIONS DE L' ASSOCIE X EN CHIFFRES] (un à ([NOMBRE TOTAL D' ACTIONS DE L' ASSOCIE X EN LETTRES]) ;

- [NOM DE L' ASSOCIE Y] à concurrence de [NOMBRE TOTAL D' ACTIONS DE L' ASSOCIE Y EN CHIFFRES] ([NOMBRE TOTAL D' ACTIONS DE L' ASSOCIE Y EN LETTRES]) actions numérotées de [NOMBRE TOTAL D' ACTIONS DE L' ASSOCIE X EN CHIFFRES + 1] à [NOMBRE TOTAL D' ACTIONS EN CHIFFRES] ([NOMBRE TOTAL D' ACTIONS DE L' ASSOCIE X EN LETTRES + 1] à [NOMBRE TOTAL D' ACTIONS EN LETTRES]).

Le nombre total d' actions composant le capital social est égal à [NOMBRE TOTAL D' ACTIONS EN CHIFFRES] ([NOMBRE TOTAL D' ACTIONS EN LETTRES]) actions.

Les associés déclarent que ces actions sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont toutes souscrites et libérées intégralement.

#### **Article 8 – Variabilité et Modification du capital social**

Le capital social est variable. Il peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par les associés statuant dans les conditions de l' article 16 ci-après.

### **CHAPITRE III**

#### **DROITS DES ASSOCIES – FORME DES ACTIONS – FORME DE CESSION DES ACTIONS – CLAUSE D' AGREMENT – DROIT DE PREEMPTION – DECES D' UN ASSOCIE**

#### **Article 9 – Droits des associés**

Chaque action confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l' actif social. Les droits et obligations attachés à l' action suivent le titre dans quelque main qu' il passe. La propriété d' une action emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions des associés.

Chaque fois qu' il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d' actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu' à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l' achat ou de la vente d' actions nécessaires.

#### **Article 10 – Forme des actions**

Les actions sont obligatoirement nominatives et leur propriété résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la Société.

A la demande d' un associé, une attestation d' inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

Les actions sont indivisibles à l' égard de la Société.

### **Article 11 – Forme de cession des actions**

La transmission des actions s'opère par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dénommé « registre des mouvements ». La Société doit procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les quinze jours qui suivent celle-ci.

### **Article 12 – Clause d'agrément**

Toute cession d'actions à titre gratuit ou onéreux, à des tiers ou entre actionnaires, doit préalablement être agréée dans les conditions ci-après. Le démembrement de propriété, le transfert de propriété des actions par voie de succession, de liquidation de régime matrimonial, de fusion, absorption ou d'adjudication publique ordonnée par décision de justice ou d'attribution judiciaire est également soumis à agrément.

Le projet de cession est notifié au Président par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Il contient l'indication des nom, prénom et adresse du cessionnaire s'il s'agit d'une personne physique et sa dénomination sociale, sa forme, son capital social, son siège social, son immatriculation au RCCM, l'organe qui la représente et son actionnariat s'il s'agit d'une personne morale, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert

Dans le délai de quinze jours à partir de la notification, le Président convoque l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des actions. Il peut également consulter les associés par écrit sur ledit projet.

La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par le Président au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre décharge manuscrite.

En cas d'agrément, la cession est réalisée dans les termes et conditions mentionnés dans le projet de cession notifié à la Société.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de deux mois à compter de la notification du projet de cession, l'agrément à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé d'agréer la cession, le cédant peut, dans les quinze jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

À défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions à un prix fixé à dire d'expert.

Ce délai peut être prolongé une seule fois, à la demande du Président de la Société, par ordonnance du Président de la juridiction compétente statuant sur requête.

La Société peut également, avec le consentement du cédant, décider de racheter les actions au prix de la cession et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant. À défaut d'accord sur le prix de cession, il est fixé à dire d'expert. Lorsque les actions sont rachetées par la société, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six (6) mois ou de les annuler.

En cas de cession des actions du Président, les fonctions qui lui sont dévolues en matière d'agrément sont exercées par l'associé le plus âgé, et si le Président est l'associé le plus âgé, par le second associé le plus âgé.

### **Article 13 – Droit de préemption**

Toute cession ou transfert de propriété d'actions, même entre associés, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique sur le fondement d'un titre exécutoire, est soumise au droit de préemption des autres associés dans les conditions ci-après.

Il en est de même en cas d'apport en société, en cas d'apport partiel d'actif, de fusion, de cession de droits d'attribution ou de souscription à une augmentation de capital ou de renonciation au droit de souscription.

Le cédant notifie au Président et à chacun des associés le projet de cession, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant, pour un cessionnaire personne physique, ses nom, prénom, date et lieu de naissance, et adresse, et pour un cessionnaire personne morale sa dénomination sociale, sa forme, le montant de son capital, le siège et le RCCM, la composition de son actionnariat, le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix offert et les conditions de la cession.

Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions dont la cession est envisagée. Il exerce ce droit par voie de notification, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au cédant et au Président au plus tard dans les quinze jours de la notification émanant du cédant en précisant le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir.

Lorsque le nombre total des actions que les associés ont déclaré vouloir acquérir est supérieur au nombre d'actions dont la cession est projetée, et faute d'accord entre eux sur la répartition desdites actions dans le délai de quinze jours, les actions concernées sont réparties entre eux par le Président au prorata de leur participation dans le capital social, avec répartition des restes à la plus forte moyenne, mais dans la limite de leur demande.

Si, dans une cession, le droit de préemption des associés n'absorbe pas la totalité des actions dont la cession est projetée, la Société peut, en vertu d'un droit de préemption subsidiaire, acquérir les actions concernées non préemptées. Elle dispose, à cette fin, d'un délai complémentaire de un mois. Lorsque les actions sont rachetées par la Société, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six (6) mois ou de les annuler. À défaut d'exercice de ce droit de préemption subsidiaire, les actionnaires ne peuvent plus exercer leur droit de préemption. L'actionnaire cédant peut donc céder ses actions, sans qu'une clause d'agrément ne lui soit opposée.

#### **Article 14 – Décès d'un associé**

En cas de décès d'un associé, la Société continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

### **CHAPITRE IV** **ORGANES DIRIGEANTS – DECISIONS COLLECTIVES – TENUE DES ASSEMBLEES** **GENERALES**

#### **Article 15 – Organes dirigeants**

- Président -

La Société est dirigée par un Président, personne physique associé de la Société, pour une durée limitée ou non, nommé par décision collective des associés. Le Président peut résilier ses fonctions et être révoqué par les associés à tout moment statuant dans les conditions de l'article 16 ci-après.

Il a droit à une rémunération dont le montant est approuvé par l'associé majoritaire ou, à défaut, par décision collective des associés ainsi qu'au remboursement des frais exposés dans l'exercice de son mandat, sur présentation de justificatifs.

Le Président provoque les décisions collectives des associés et les exécute. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il peut déléguer les pouvoirs qu'il juge convenables et constituer tous mandataires spéciaux et temporaires.

- Directeur Général -

Les actionnaires peuvent nommer à la majorité simple un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales.

Les pouvoirs du Directeur Général, la durée de ses fonctions et sa rémunération sont déterminés par le Président. Le Directeur Général peut résilier ses fonctions et être révoqué sur proposition d'actionnaires détenteurs d'au moins 30% du capital de la Société.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le Directeur Général en fonction conserve ses fonctions et attributions.

Le Directeur Général dispose, à l'égard de la Société, des mêmes pouvoirs que le Président. Il ne peut représenter la Société vis-à-vis des tiers.



## **Article 16 – Décisions collectives**

Les décisions en matière d'augmentation, d'amortissement ou de réduction de capital, de fusion, scission ou dissolution, de modification des Statuts, d'apport partiel d'actif, de vente de fonds de commerce de la Société, de dissolution, de nomination des commissaires aux comptes, d'approbation des comptes annuels et affectation du résultat, sont prises collectivement par les associés, avec délégation de pouvoir le cas échéant du Président selon ce qui est prévu par la loi et/ou les Statuts et/ou chaque décision collective.

Les décisions suivantes sont prises à l'unanimité : modification, adoption ou suppression de clauses statutaires visées à l'article 853-22 de l'Acte Uniforme sur le Droit des Sociétés commerciales et du GIE (AUSGIE) relatives à la transmission des actions et à l'exclusion d'un associé, nomination et révocation du Président, augmentation de l'engagement social d'un associé notamment en cas de transformation de la Société en société en nom collectif ou en commandite.

Les décisions suivantes sont prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des voix : approbation des comptes annuels et affectation des résultats ; nomination des commissaires aux comptes ; dissolution et liquidation de la Société ; augmentation et réduction du capital; fusion, scission et apport partiel d'actif; transformation en société d'une autre forme, agrément des cessions d'actions; exclusion d'un associé.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

## **Article 17 – Tenue des assemblées générales**

Tout associé peut demander la réunion d'une assemblée générale. Au choix du Président, les décisions collectives des associés sont prises en assemblée, réunie au besoin par vidéoconférence ou conférence par téléphone, ou par correspondance. Elles peuvent s'exprimer dans un acte signé par tous les associés ou par consultation écrite. Tous moyens de communication peuvent être utilisés : écrit, lettre, fax, télex et même verbalement, sous réserve que l'intéressé signe le procès-verbal, acte ou relevé ou décisions dans un délai d'un mois.

L'assemblée est convoquée par le Président. La convocation est faite par tous moyens quinze jours avant la date de réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des associés.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai. L'assemblée est présidée par le Président de la Société. A défaut, elle élit son Président de séance. L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés. A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le Président de séance et le secrétaire.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun par tous moyens. Les associés disposent d'un délai minimal de trois

jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie. L'associé n'ayant pas répondu dans le délai de quinze jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions. Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès verbal établi et signé par le Président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque associé.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire associé ou conjoint. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le Président et le secrétaire de l'assemblée.

## **CHAPITRE V**

### **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE – CONVENTIONS INTERDITES – COMPTES COURANTS D'ASSOCIES**

#### **Article 18 – Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée**

Sous réserve des interdictions légales, toute convention conclue entre la société et l'un des associés, doit être soumise au contrôle de l'assemblée des associés.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément associé de la Société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

#### **Article 19 – Conventions interdites**

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des personnes morales associées.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa 1er du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

#### **Article 20 – Comptes courants d'associés**

Chaque associé peut consentir des avances à la Société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte

séparé entre les intéressés et l'assemblée des associés en conformité avec les dispositions de l'article 16. Les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

## **CHAPITRE VI**

### **EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS ET RESULTATS SOCIAUX – BENEFICES DISTRIBUABLES – DISSOLUTION ET LIQUIDATION – CONTESTATIONS**

#### **Article 21 – Exercice social**

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social sera clos le 31 décembre [ANNEE DE CREATION DE VOTRE SOCIETE].

#### **Article 22 – Comptes annuels et résultats sociaux**

Dans les six mois de la clôture de l'exercice social, le Président ou le Directeur Général est tenu de consulter les associés sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé. Ce délai peut être prorogé par décision de justice.

#### **Article 23 – Bénéfices distribuables**

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'assemblée générale détermine sur proposition de la gérance toutes sommes qu'elle juge convenables de prélever sur ce bénéfice pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrites à un ou plusieurs fonds de réserves ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

L'assemblée générale peut, après constatation de l'existence de réserves à sa disposition, décider en outre la mise en distribution des sommes prélevées sur ces réserves ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

#### **Article 24 – Dissolution et liquidation**

La Société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour juste motif.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective des associés à la majorité qualifiée des trois quarts.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier.

La personnalité de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « Société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Les associés qui décident la dissolution désignent un liquidateur amiable choisi parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des actions qui n'aurait pas encore été remboursé. Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Si la Société ne comprend plus qu'un seul associé personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, conformément à l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans liquidation préalable.

### **Article 25 - Contestations**

Tous litiges pouvant s'élever entre les associés ou entre la Société et les associés, relatives aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

## **CHAPITRE VII**

### **ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION - FRAIS**

#### **FORMALITES DE PUBLICITES**

### **Article 26 - Actes accomplis pour le compte de la Société en formation**

Dès à présent, le Président est autorisé à réaliser les actes et engagements entrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs.

Conformément aux articles 106 & suivants de l'AUSGIE, l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) emportera reprise de ces engagements par la Société.

### **Article 27 - Frais**

Les frais, droits et honoraires des Statuts et de ses suites seront pris en charge par la Société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier.

### **Article 28 - Formalités de publicité**

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales de publicité.

-

Fait à [VILLE DU SIEGE SOCIAL],

Le [DATE DE SIGNATURE DES STATUTS (doit être après la date de dépôt du capital social à la banque)]

En [NOMBRE D'EXEMPLAIRES ORIGINAUX] exemplaires originaux.

Signature de l'associé 1

-

Signature de l'associé 2

-

Signature de l'associé ...

-

Signature de l'associé n

## Modèle : acte de nomination du Président d'une SAS

[NOM DE VOTRE SOCIETE]

Société par Actions Simplifiée au capital de [VOTRE CAPITAL SOCIAL] F CFA

Siège social : [ADRESSE DE VOTRE SIEGE SOCIAL]

EN COURS DE CONSTITUTION ACTE DE NOMINATION DU PRESIDENT

Les soussignés :

### Associé(s) personne(s) physique(s)

M.....  
né(e) le .... à .....  
demeurant à .....  
de nationalité .....

### Associé(s) personne(s) morale(s)

La Société ....., Société (forme sociale) au capital de ..... F CFA ayant son siège social à .....  
immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro ..... RCCM .....  
représentée par M....., en qualité de ..... dûment habilité à l'effet des présentes.

se sont réunis à l'issue de la signature des statuts de la Société [NOM DE VOTRE SOCIETE] pour désigner d'un commun accord le premier Président de la Société, conformément aux dispositions de l'article 16 des Statuts de ladite Société.

A cet effet, ils ont convenu ce qui suit :

### I – Nomination du Président

Les soussignés nomment en qualité de Président de la Société :

[NOM & PRENOMS DU PRESIDENT] demeurant au [ADRESSE POSTALE DU PRESIDENT], pour une durée indéterminée, qui n'entrera effectivement en fonction qu'à partir du jour où la Société aura été immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier, et qui déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées.

Il affirme n'être frappé d'aucune incapacité, interdiction ou déchéance susceptible de l'empêcher d'exercer ce mandat.

## **II – Pouvoirs du Président**

Le Président exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et réglementaires et dans les conditions prévues au titre du Chapitre IV des Statuts.

## **III – Rémunération du Président**

Le Président percevra une rémunération de.....

En outre, il aura droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur justificatifs.

-

Fait à [VILLE DU SIEGE SOCIAL]

Le [DATE]

En [NOMBRE D'ORIGINAUX] exemplaires originaux.

-

Signature des actionnaires

-

-

-

Signature du Président nommé

(précédée de la mention « Lu et approuvé et bon pour acceptation des fonctions de Président »)

# Modèle : acte de nomination du Directeur Général d'une SAS

[NOM DE VOTRE SOCIETE]

Société par Actions Simplifiée au capital de [VOTRE CAPITAL SOCIAL] F CFA

Siège social : [ADRESSE DE VOTRE SIEGE SOCIAL]

EN COURS DE CONSTITUTION

ACTE DE NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL

Les soussignés :

## Associé(s) personne(s) physique(s)

M.....  
né(e) le ..... à .....  
demeurant à .....  
de nationalité .....

## Associé(s) personne(s) morale(s)

La Société ....., Société (forme sociale) au capital de ..... F CFA ayant son siège social à .....  
immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro ..... RCCM .....  
représentée par M....., en qualité de ..... dûment habilité à l'effet des présentes.

se sont réunis à l'issue de la signature des statuts de la Société [NOM DE VOTRE SOCIETE] pour désigner d'un commun accord le premier Directeur Général de la Société, conformément aux dispositions de l'article 16 des Statuts de ladite Société.

A cet effet, ils ont convenu ce qui suit :

## I – Nomination du Directeur Général

Les soussignés nomment en qualité de Directeur Général de la Société :

[NOM & PRENOMS DU DIRECTEUR GENERAL] demeurant au [ADRESSE POSTALE DU DIRECTEUR GENERAL], pour une durée indéterminée, qui n'entrera effectivement en fonction qu'à



partir du jour où la Société aura été immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier, et qui déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées.

Il affirme n'être frappé d'aucune incapacité, interdiction ou déchéance susceptible de l'empêcher d'exercer ce mandat.

## **II – Pouvoirs du Directeur Général**

Le Directeur Général exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et réglementaires et dans les conditions prévues au titre du Chapitre IV des Statuts.

## **III – Rémunération du Directeur Général**

Le Directeur Général percevra une rémunération de .....FCFA

En outre, il aura droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur justificatifs.

Fait à [VILLE DU SIEGE SOCIAL]

Le [DATE]

En [NOMBRE D'ORIGINAUX] exemplaires originaux.

Signature des actionnaires

-

Signature du Directeur Général nommé

(précédée de la mention « Lu et approuvé et bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général »)

-